

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## Adhésion à titre révocable à Pôle Emploi - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les employeurs publics ne sont pas soumis à l'obligation de s'affilier au régime d'Assurance chômage, mais doivent en contrepartie assurer leurs agents contre le risque de privation involontaire d'emploi.

La Ville de Montpellier a opté pour ce principe d'auto-assurance et doit à ce jour assurer la charge de l'indemnisation du chômage pour l'ensemble des agents arrivés à l'échéance de leur contrat et qui remplissent les conditions pour percevoir les allocations d'Aide au Retour à l'Emploi.

Au regard de l'évolution croissante des demandes d'indemnisations et afin de permettre aux allocataires de bénéficier de l'ensemble des dispositions de droits communs pratiquées par Pôle Emploi, il est proposé de procéder à une adhésion révocable à l'assurance chômage (6 ans, tacitement renouvelable).

La dénonciation du contrat par la Collectivité pourra intervenir un an avant le terme du contrat auprès de l'URSSAF.

La contribution, fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à 4,05 % de l'ensemble des assiettes URSSAF des agents non titulaires, sera à la charge de la Collectivité et après une période de stage de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la date de signature du contrat d'adhésion, l'indemnisation des allocations chômage de toutes les nouvelles fins de contrats sera prise en charge par Pôle Emploi.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'adhésion à titre révocable de la Ville de Montpellier à Pôle Emploi ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23 avril 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210412-156679-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 23/04/21  
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.